

Un bilan contrasté



Les Employés de l'AFP ont mené une grève unitaire reconductible du 8 au 23 mars. Bilan.

Direction-syndicats : qui voulait quoi ?

Au départ, la direction souhaitait aller vers une plus grande individualisation des salaires, à l'instar de ce qu'elle avait obtenu chez les Journalistes avec l'accord du 15 septembre 2006, signé par le SNJ-CGT, le SNJ et la CFDT. Cet accord, comme le souligne une note de la direction, « instaure pour la première fois un critère qualitatif - la mobilité - dans la progression des journalistes ».

Chez les Employés, le projet d'individualisation devait se traduire par

- la création d'un nouvel échelon attribué « *au choix* » pour les métiers susceptibles d'évoluer,
- l'instauration d'entretiens annuels d'évaluation,
- le refus d'améliorer le plan de carrière des métiers susceptibles d'être externalisés (ou supprimés),
- le rejet de toute hausse générale des salaires pour l'ensemble de la catégorie (hors indexation annuelle).

Les Employés (siège-province), soutenus par leur Intersyndicale CGT-CFDT-FO-SUD, ont rejeté cette logique. Ils ont dit NON aux entretiens de carrière et à la division de leur catégorie, réclamant une amélioration du plan de carrière et une augmentation pour TOUS. L'Assemblée générale du 13 mars a précisé les revendications :

- Augmentation de la prime spéciale de 4 points (44 € bruts) pour tous au 1^{er} mars 2007
- Augmentation de la prime spéciale de 4 points (44 € bruts) pour tous au 1^{er} mars 2008
- Création générale d'un échelon supplémentaire de 3 points (33 € bruts) à partir du 1^{er} mars 2009, avec passage automatique à l'échelon supérieur et sans ratissage de la prime de rendement.

On est loin du compte

Finalement, les Employés obtiennent 3 points (33 € bruts) pour tous au 1er juillet 2007 et 3 points supplémentaires en septembre 2010. Pour ne pas voir des retenues de salaires infligées aux grévistes, direction et syndicats CGT, CFDT, FO et SUD sont arrivés à un compromis le 29 mars : il n'y aura pas de retenue des jours de grève, mais en contrepartie, la hausse de 3 points sera reportée du 1er juillet 2007 au 1er janvier 2008. **On est très loin de la demande initiale, d'autant que de nombreux points doivent être éclaircis et précisés dans le projet d'accord qui ne peut être signé en l'état.** Reste à donner quelques explications sur le déroulement de la grève.

Action unitaire

Ce conflit n'avait nullement été programmé par les syndicats. C'est bien la direction qui l'a déclenché. En effet, après plus de deux années de négociations salariales improductives, la direction a rompu le silence le 13 février en proposant l'instauration de coefficients « *au choix* » pour une partie des Employés, assortie d'entretiens annuels de carrière.

Dès le début de la grève, la direction a joué l'intimidation, en faisant pression sur des Employés isolés et en demandant aux chefs de service de recenser les grévistes pour pouvoir effectuer des retenues de salaire. En réponse, les huit organisations syndicales toutes catégories de l'AFP ont publié le 8 mars un communiqué commun « *Soutien à la grève des Employés de Presse* ». La solidarité toutes catégories s'est

exprimée le jeudi 12 mars via une Assemblée générale, suivie d'un arrêt de travail toutes catégories de 2 heures observé le même jour. Cette action a constitué un bon début. Malheureusement, les autres initiatives prévues pour **aller crescendo** n'ont pas eu lieu.

Stop ou encore ?

Malgré les nombreuses difficultés, le mouvement des Employés, soutenu par son Intersyndicale, a tenu bon. Cependant, l'unité syndicale a été rompue le jeudi 22 mars lorsque la CGT toutes catégories a décidé d'aller négocier seule le plan de carrière des Employés, en excluant de la table de négociations les autres syndicats et en s'affranchissant des décisions des Assemblées générales quotidiennes des Employés.

L'Inter-CGT, qui a annoncé cette initiative dans un communiqué daté du 22 mars, a pensé à tort qu'elle pouvait aller chercher seule 3 points minimum (soit 33 € bruts mensuels) pour tous les Employés au 1^{er} mars 2007 et 3 autres points un an plus tard. Cette démarche auprès de la direction n'ayant pas abouti, les Employés devront finalement se satisfaire de 3 points dans quelques mois et 3 points supplémentaires... en septembre 2010.

L'imbroglio provoqué par ce cavalier seul de la CGT a eu comme conséquence une rupture de l'unité syndicale. Confrontés à ce fait accompli, les grévistes n'ont eu d'autre choix que de constater que les conditions pour une poursuite du mouvement n'étaient plus réunies. L'Assemblée générale du 23 mars s'est donc résignée à voter la « *suspension* » de la grève, synonyme de reprise du travail.

Conclusions

Les résultats obtenus sont minces par rapport aux revendications initiales, pourtant modérées. Néanmoins, les Employés ont réussi à mettre le holà au projet d'individualisation des salaires et des carrières. Au moment où le PDG affirme ses choix idéologiques et où les menaces du nouveau COM (Contrat d'objectifs et de moyens) sur les salariés de l'AFP se précisent, les Employés ont redonné espoir à tous ceux qui en ont marre de subir une dégradation constante de leurs conditions de travail et de rémunération.

A travers leur action unitaire et leurs revendications, les Employés ont montré à l'ensemble du personnel de l'AFP qu'il était possible de se battre pour d'autres choix. Ils ont également montré en creux toutes les faiblesses qui caractérisent actuellement le syndicalisme dans notre entreprise : manque d'unité syndicale, manque de clarté, manque d'indépendance...

Enfin, ils ont donné un exemple à suivre : celui de la démocratie directe qui s'appuie sur les Assemblées générales quotidiennes pour construire une véritable unité dans l'action, dans le respect du pluralisme et des opinions.

SUD-AFP (SUD Culture Solidaires)

Paris, le 6 avril 2007



Délégués syndicaux : Benoît Chatorrier et Claus Tulatz

sud-afp@wanadoo.fr

Tous les textes sur ASAP ou sur <http://sudafp.zeblog.com/>